



Bruxelles, le 13 décembre 2021
(OR. en)

14740/21

COPS 462
CIVCOM 177
POLMIL 227
CFSP/PESC 1204
CSDP/PSDC 643
RELEX 1067
JAI 1359

RÉSULTATS DES TRAVAUX

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	délégations
N° doc. préc.:	14674/21 COPS 454 CIVCOM 174 POLMIL 221 CFSP/PESC 1193 CSDP/PSDC 635 RELEX 1049 JAI 1339
Objet:	Conclusions du Conseil sur le pacte en matière de PSDC civile

Les délégations trouveront en annexe les conclusions du Conseil sur le pacte en matière de PSDC civile, telles qu'elles ont été adoptées par le Conseil lors de sa session, tenue le 13 décembre 2021.

**CONCLUSIONS DU CONSEIL
SUR LE PACTE EN MATIÈRE DE PSDC CIVILE**

1. Le Conseil met en exergue la contribution essentielle que toutes les missions PSDC civiles apportent à la paix et à la sécurité internationales, en tant qu'outil important dans le cadre de l'approche intégrée de l'UE à l'égard des conflits et des crises extérieurs, et il exprime sa gratitude aux femmes et aux hommes qui participent à ces missions. Le Conseil rappelle que l'atout unique de l'Union européenne dans la gestion et la prévention des crises réside dans sa capacité à déployer un large éventail de moyens et capacités militaires et civils. À cet égard, il souligne qu'il est nécessaire de renforcer les synergies entre sécurité intérieure et sécurité extérieure, entre sécurité et développement, ainsi qu'entre les dimensions civile et militaire de la PSDC.
2. Le Conseil rappelle qu'il a adopté, en novembre 2018, avec les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, le pacte en matière de PSDC civile, et réaffirme qu'il est pleinement résolu à doter la PSDC civile de capacités accrues, à en accroître l'efficacité, la souplesse et la réactivité, et à en améliorer la coordination.
3. Le Conseil souligne que les priorités de Feira relatives à la police, à l'état de droit et à l'administration civile ainsi que la réforme du secteur de la sécurité et les tâches de surveillance sont au cœur des missions PSDC civiles de l'UE. L'évolution de l'environnement de sécurité requiert un processus régulier d'évaluation et de réflexion afin de veiller à ce que les mandats des missions PSDC civiles restent adaptés aux objectifs poursuivis. Par ailleurs, le Conseil rappelle la contribution essentielle que les missions PSDC civiles apportent à l'action plus large de l'UE visant à s'attaquer aux défis en matière de sécurité, y compris ceux qui sont liés à la migration irrégulière, aux menaces hybrides, à la cybersécurité, au terrorisme et à la radicalisation, à la criminalité organisée, à la gestion des frontières et à la sûreté maritime, ainsi qu'à prévenir et combattre l'extrémisme violent. Il insiste également sur la nécessité de redoubler d'efforts, notamment de développer une expertise, le cas échéant, pour préserver et protéger le patrimoine culturel, conformément aux conclusions du Conseil sur l'approche de l'UE à l'égard du patrimoine culturel en période de conflit et de crise.

4. Le Conseil rappelle que les missions PSDC civiles contribuent à accroître la résilience des pays partenaires. Il met en exergue l'importance que revêtent la maîtrise du processus au niveau local et l'adhésion à la PSDC civile, et souligne que les avantages pour le pays hôte devraient constituer un élément majeur des activités des missions.
5. En outre, le Conseil insiste sur le fait qu'il importe d'améliorer l'appréciation de la situation, les capacités d'analyse et la résilience des missions, et de lutter contre les menaces hybrides, y compris la désinformation et la manipulation de l'information. Il appelle aussi à prendre en compte les menaces et défis en matière de sécurité, notamment ceux qui sont liés au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. Le Conseil est conscient des effets de la transformation numérique sur la sécurité européenne et souligne l'importance que revêt l'innovation technologique pour la PSDC civile. Le Conseil encourage à tirer parti des outils et instruments existants de l'UE, lorsque cela est possible.
6. Le Conseil salue les progrès globalement positifs accomplis dans la mise en œuvre du pacte en matière de PSDC civile, tant au niveau national par les États membres qu'au niveau de l'UE par le SEAE et les services de la Commission. Alors que le pacte en matière de PSDC civile entre dans sa dernière année civile complète de mise en œuvre, le Conseil réaffirme qu'il importe de veiller collectivement à la mise en œuvre intégrale et cohérente de tous les engagements pris dans ce pacte dès que possible et d'ici le début de l'été 2023 au plus tard.
7. Dans ce contexte, le Conseil se félicite de la ferme volonté que toutes les parties prenantes ont manifestée, lors de la conférence annuelle d'examen sur le pacte en matière de PSDC civile qui s'est tenue le 19 novembre 2021, de mettre pleinement en œuvre le pacte. Le Conseil accueille avec satisfaction les étapes suggérées pour 2022, qui tiennent compte des recoupements entre les différents domaines du pacte et tracent la voie à suivre pour l'année à venir, et prévoient notamment, sans pour autant s'y limiter, ce qui suit:

- a) Les États membres poursuivent activement l'exécution de leurs plans nationaux de mise en œuvre, notamment par un échange informel d'expériences et d'enseignements tirés, en vue d'augmenter encore leur contribution à la PSDC civile et le nombre d'experts détachés dans le cadre des missions. Les structures et installations nationales ou multinationales, entre autres le centre d'excellence européen pour la gestion civile des crises, peuvent apporter un soutien aux États membres, s'il y a lieu, en totale complémentarité avec les structures existantes de l'UE et à l'appui de celles-ci;
- b) Au besoin, le SEAE et les services de la Commission aideront les États membres à mener leurs travaux visant à étoffer et à fournir les capacités, les moyens et les compétences requis pour permettre à l'Union d'entreprendre tout l'éventail des missions PSDC civiles. Les systèmes de gestion des ressources humaines des missions seront encore améliorés, entre autres au moyen du réexamen de la politique et des procédures de recrutement pour les missions dans le cadre de la PSDC, de l'offre de formations appropriées, de la promotion d'un environnement de travail plus favorable grâce à l'examen de toutes les options concernant l'éventuelle mise en place d'une politique plus inclusive pour les familles dans le cadre des missions présentant un risque faible à moyen, du réexamen du code de conduite et de discipline en coopération avec les États membres ainsi que de la garantie de son application effective;
- c) Le SEAE apportera son soutien aux États membres dans le cadre de la mise en œuvre et de l'éventuelle révision de la politique de l'UE en matière de formation à la PSDC, en veillant à ce que les moyens de formation nationaux soient pleinement utilisés grâce à l'actualisation des lignes directrices de mise en œuvre et au lancement du programme conjoint de formation civilo-militaire dans le domaine de la PSDC au cours de l'année 2022, l'objectif étant d'assurer une formation plus efficace et pertinente à la PSDC, notamment une formation linguistique appropriée, et de répondre aux priorités et aux besoins recensés. Sur la base du processus d'analyse des exigences en matière de formation qui a débuté en mars 2020, le soutien consistera à partager les bonnes pratiques, à fournir des conseils en vue d'éviter les doubles emplois, à combler les lacunes et à présenter des propositions en vue de la hiérarchisation des priorités. Une approche plus normalisée en matière de formation devrait être adoptée dans le cadre du groupe de formation civile de l'UE. Le Collège européen de sécurité et de défense pourrait être associé à ces travaux, le cas échéant;

- d) Les États membres, le SEAE et les services de la Commission œuvreront à une PSDC civile plus efficace, souple et réactive en utilisant tous les moyens disponibles, tels que l'élaboration d'une méthode de planification opérationnelle, la capacité de réactivité centrale, l'entrepôt stratégique, les équipes spécialisées et les experts invités. Des modalités possibles d'évaluation de l'impact opérationnel des missions seront proposées, les efforts déployés précédemment dans ce domaine étant pris en considération;
- e) Les États membres, le SEAE et les services de la Commission prévoient une intégration plus approfondie et systématique de la dimension de genre et une intégration des droits de l'homme dans toutes les activités et promeuvent activement l'augmentation de la représentation et de la participation des femmes dans la PSDC à tous les niveaux, en particulier aux postes de direction, y compris par des initiatives visant à faciliter leur participation, en prenant pleinement en compte la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité et les résolutions ultérieures;
- f) Les États membres, le SEAE et les services de la Commission présenteront des propositions concrètes sur la mise en œuvre d'une approche plus intégrée et la suite à y donner, en utilisant le large éventail de politiques et d'instruments dont dispose l'Union, tout en allant au-delà des consultations mutuelles et des échanges d'informations actuels, en s'efforçant de renforcer la complémentarité et les synergies avec, entre autres, la programmation de la Commission en matière d'aide au développement et d'autres actions de l'UE et des États membres et en envisageant des projets pilotes sur le terrain;
- g) Les efforts se poursuivent pour renforcer les synergies et la complémentarité entre la dimension civile et la dimension militaire de la PSDC, dans le respect des rôles et de la nature, des chaînes de commandement et des procédures de recrutement ainsi que du processus de constitution de forces propres à chaque dimension, y compris en approfondissant la coordination et la coopération des structures de commandement de la PSDC tant au niveau stratégique, comme la cellule commune de coordination en matière de soutien, que sur le terrain;

- h) Les États membres, le SEAE et les services de la Commission favorisent une coopération et des synergies plus étroites et se renforçant mutuellement entre les acteurs civils de la PSDC, les acteurs de la JAI (y compris les ministères, les agences gouvernementales et les groupes de travail du Conseil concernés), ainsi qu'avec les services de la Commission et les agences JAI, conformément à leurs mandats légaux respectifs. Cela se traduit notamment par des actions de sensibilisation et le renforcement de l'expertise en matière de JAI au sein des structures concernées de la PSDC, avec également la prise en compte des efforts actuellement déployés dans le domaine de la sécurité intérieure via les projets relevant de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT). L'appropriation de la coopération entre la PSDC et la JAI par le niveau politique pourrait être davantage soutenue et un soutien politique supplémentaire en faveur de la poursuite des travaux pourrait également être envisagé;
- i) Les mini-concepts devraient être utilisés comme contribution à la planification stratégique et opérationnelle, en tenant compte des enseignements tirés des missions PSDC civiles et en contribuant aux efforts déployés pour relever les défis susmentionnés en matière de sécurité. Il y aurait lieu d'organiser des réunions communes entre les groupes de travail concernés du Conseil, notamment pour discuter des mini-concepts restants;
- j) Les efforts s'intensifient pour renforcer les partenariats mutuellement avantageux en ce qui concerne des normes et des questions politiques communes, y compris, entre autres, le développement de capacités civiles, avec les organisations internationales concernées et les pays partenaires qui partagent les valeurs et les objectifs de l'UE, dans le respect intégral du cadre institutionnel de l'Union. La coopération avec les États tiers sera davantage soutenue, ainsi que leur contribution aux missions PSDC civiles au cas par cas, conformément aux principes et procédures arrêtés par l'UE;
- k) Les États membres et le SEAE renforceront encore la visibilité de la PSDC civile afin de faire connaître la valeur ajoutée du travail réalisé par les missions PSDC civiles et d'obtenir un soutien tant au niveau de l'UE qu'au niveau national, y compris auprès des autorités nationales, telles que les parlements, les ministères de tutelle et les agences, et de la société civile. À cet égard, les missions devraient continuer à développer leur communication stratégique.

8. Le Conseil invite toutes les parties prenantes à mettre en œuvre les étapes de l'année prochaine, ainsi que tous les engagements restant à honorer dans le cadre du pacte en matière de PSDC civile. Le Conseil souligne l'importance que revêtent des mises à jour et des discussions à haut niveau régulières afin de faire le point sur les progrès accomplis et d'accroître la visibilité de la PSDC civile.
 9. Le Conseil rappelle que la boussole stratégique orientera plus précisément le niveau d'ambition et définira des lignes directrices ainsi que des buts et des objectifs spécifiques dans le domaine de la sécurité et de la défense, y compris pour la PSDC civile, traduisant ainsi le rôle qu'elle joue dans la boîte à outils de l'UE dans le domaine de la sécurité. Une fois que la boussole stratégique aura été approuvée, les États membres, le SEAE et les services de la Commission entameront des réflexions stratégiques sur la voie à suivre en matière de PSDC civile.
-